

## NOTES DE LECTURE

**Thierry de MONTBRIAL et Philippe MOREAU DEFARGES [Dir.]**  
**RAMSES 2007**

**L'Europe et le monde**

(Dunod, 2006, 342 p., 25 €)

L'IFRI consacre cette année, pour sa 25<sup>e</sup> livraison, un numéro spécial du Ramsès à l'Europe, celle-ci étant comprise au sens de l'Union européenne, les autres pays du continent étant considérés comme extérieurs.

Les différentes contributions examinent les rapports de l'Europe ainsi définie avec d'autres ensembles géographiques (Afrique, Asie, Amérique latine, Moyen-Orient, ex-URSS, etc.), ainsi que la position de l'Europe vis-à-vis de certains grands problèmes communs : la sécurité mondiale, la gouvernance économique mondiale, les migrations, etc.

Comme tous les ans, Thierry de Montbrial, directeur général de l'IFRI, ouvre ce numéro par ses « Perspectives », rédigées à la mi-juillet 2006.

Cette année, T. de Montbrial utilise systématiquement l'expression « communauté internationale » en la mettant lui-même entre guillemets et s'en explique. Cette locution est en effet presque exclusivement employée lorsqu'il s'agit de stigmatiser des États déviants par rapport à une norme, notamment l'Iran dans l'affaire du nucléaire. Personne n'a évoqué la « communauté internationale » en juillet 2006 lorsque le monde a assisté passif à la guerre déclenchée par Israël contre le Liban. Pour l'auteur, l'utilisation de cette expression sous-entend qu'il existerait « un monde uni dans la réprobation » prêt à châtier ce que Washington appelle les « États voyous ». Fi-

nalement, la « communauté internationale » dont on nous rebat à tout propos les oreilles ne correspond qu'aux intérêts des États-Unis et de leurs plus proches alliés occidentaux. La Chine et la Russie ne sont admises à s'approcher de la table « communautaire » que dans la mesure où leur politique se rapproche de ces intérêts, pour ne rien dire des autres pays... T. de Montbrial rappelle à juste titre que seul le Conseil de Sécurité des Nations Unies dispose de la légitimité pour exercer une autorité et incarner une volonté commune, à condition bien sûr que les 5 membres permanents soient effectivement solidaires, ce qui n'est pas le cas par exemple sur la question du nucléaire iranien.

Le directeur général de l'IFRI s'élève aussi contre ce qu'il appelle une « vision naïve » de la mondialisation, conçue comme une « occidentalisation de la planète tout entière ». T. de Montbrial prend à contre-pied les critiques habituelles de la Russie et de son mode de fonctionnement, qui « désarçonne » parfois un peu les Occidentaux, au point que les accusations de « dérive autocratique », d'abord formulées par le vice-président américain Dick Cheney lors de son voyage à Vilnius en mai 2006, sont devenues aujourd'hui monnaie courante chez les politiques et dans les médias occidentaux. « Que les Américains et ceux qui aimeraient s'approprier les bijoux de la Russie

protestent, écrit-il, en invoquant de grands principes où l'on retrouve toujours une certaine idée de la démocratie, n'a rien de surprenant. Mais il ne faut pas être dupe des motivations sous-jacentes. »

Autre « vision naïve », selon l'auteur, celle qui consistait à voir dans la mondialisation la disparition des États, comme le prédisaient au début des années 90 les idéologues de la « fin de l'Histoire ». Non seulement les États ont survécu,

mais le système des relations interétatiques s'est renforcé. On assiste même à un véritable « éclatement du monde ». Thierry de Montbrial souligne le paradoxe qui fait que la construction européenne « avantage massivement les petits et pousse donc à la fragmentation ».

Cette année encore, le Ramsès constitue donc une lecture très utile pour tous ceux qui s'intéressent à la vie internationale.

CLAUDE CARTIGNY

### **Samir AMIN et alii**

#### ***Afrique, Exclusion programmée ou renaissance***

(Maisonneuve et Larose, Paris, 2005, 302 p., 28 €)

180

Cet ouvrage collectif, coordonné par Samir Amin, s'inscrit dans la construction d'une alternative au capitalisme mondialisé en partant du prisme africain afin de prolonger les discussions engagées avec le numéro d'Alternatives Sud portant sur « Et si l'Afrique refusait le marché ? » publié en 2001. Ce point de départ permet de porter un regard critique sur nombre de perspectives à l'œuvre en ce moment en Afrique et vise à poser des lignes de recommandations alternatives.

Dans le chapitre un, les auteurs décryptent les conditions dans lesquelles le dialogue Nord-Sud autour du développement a tourné court à partir des années 1970 au profit de la seule logique des pays industriels dont l'objectif était de gérer la crise et non de créer les conditions d'un co-développement.

Le chapitre 2 poursuit la réflexion à partir du Nouveau Partenariat pour

le Développement en Afrique (NEPAD) pour en souligner non seulement les limites dans le contexte de la mondialisation libérale et du commerce libéralisé, mais également les effets pervers. Pour l'auteur, il s'agit toujours du même paradigme moderniste du développement qui est à l'œuvre, c'est-à-dire la croyance en une croissance par étapes articulée aux forces du marché et de la concurrence entre tous les acteurs mais incapable d'intégrer la dimension sociale. Et de conclure que le NEPAD n'est « qu'un trompe-l'œil, une version indigénisée de la gestion du surendettement ».

Cette analyse se retrouve aussi dans les autres chapitres mais à partir de points de vue différents. Ainsi, le rôle de l'Afrique du Sud est-il pensé comme le maillon faible de l'impérialisme en raison du mouvement de masse développé dans ce pays (chapitre 3). La régionalisation,

dont le sens premier a été détourné, est également décrite sous sa forme présente comme facteur de fragmentation, de domination et de poursuite des intérêts nationaux égoïstes (chapitre 4). Enfin, l'intégration en Afrique australe est également critiquée dans la mesure où elle est considérée comme reproduisant les conditions de la marginalité économique du continent (chapitre 5). Le dernier chapitre, en guise de conclusion, tente de formuler les pistes de débats alternatifs autour de huit

propositions qui pourraient se résumer dans la nécessité « de lutter contre les injustices, les oppressions, les dominations, le scientisme soumis à la logique du profit et de la compétition capitaliste ».

C'est donc incontestablement un ouvrage précieux pour ceux et celles qui s'intéressent au continent africain et à ses forces potentielles de propositions.

RAPHAËL PORTELLA

**A. Kristina BENTLEY and Roger SOUTHALL**  
***An African Peace Process - Mandela and South Africa and Burundi,***

(HSRC, Cape Town, 2005, 220 p.)

Ce livre, commandé par la Fondation Nelson Mandela, constitue un témoignage de l'implication sud-africaine dans le processus de paix au Burundi.

Les 15 chapitres apportent des éléments essentiels à la compréhension du déroulement de la crise burundaise et des méthodes de médiations utilisées par l'Afrique du Sud (en particulier, Nelson Mandela qui succède à Julius Nyerere en 1999) pour parvenir à une paix certes fragile mais fondement indispensable à la démocratisation et à la démilitarisation.

Les premiers chapitres s'attachent à décrire le contexte international, les bases légales de l'accord de paix (Arusha I et II) ainsi que la contribution des Nations Unies et de l'Afrique du Sud aux négociations. Les chapitres suivant décrivent les suites de

l'accord de paix : l'installation et la mise en œuvre du gouvernement transitionnel.

Les trois derniers chapitres se situent dans une perspective comparative entre le Burundi et l'Afrique du Sud en prenant l'exemple des ONG ou de la réconciliation.

L'ensemble de l'ouvrage est particulièrement utile pour mieux appréhender toutes les arcanes des négociations et les jeux des principaux protagonistes locaux ou extérieurs. Si, pour reprendre la formule des auteurs, « Madiba est magique » en référence à sa réussite rapide dans la conclusion d'un traité de paix, il demeure que la paix dont il est question ne peut être jugée qu'à l'aune de sa durabilité et de la manière dont les anciens antagonismes seront apaisés en contribuant à restaurer un climat de confiance réciproque

soutenu par une communauté internationale qui ne soit pas virtuelle.

Cet ouvrage a été rédigé pour que les lecteurs sud-africains puissent avoir une perspective critique sur l'implication de leur gouvernement à partir de leur propre expérience de sortie de crise. Le modèle sud-africain de paix et de réconciliation peut être un appui certain à la résolution des conflits à travers le continent

mais doit se garder d'être pensé comme pouvant se transposer sans prendre en compte les spécificités politiques, culturelles et socio-économiques locales, ce que suggère le post-script à cet ouvrage en portant un regard critique sur la dimension régionale encore très volatile.

RAPHAËL PORTEILLA

**John DANIEL, Roger SOUTHALL and Jessica LUCHTMAN**  
***State of the Nation, South Africa 2004/2005***

(HSRC, Cape Town, 2005, 604 p.)

**Sakhela BUHLUNGU, John DANIEL, Roger SOUTHALL, Jessica LUCHTMAN**

***State of the Nation, South Africa 2005/2006***

(HSRC, Cape Town, 2006, 522 p.)

L'Human Sciences Research Council a décidé depuis trois ans de publier de façon originale un état de la situation sud-africaine, intitulé « l'état de la nation », reprenant en l'adaptant le format du South African Review publié depuis les années 80.

Ces deux ouvrages composent donc la suite de cette collection fort utile et pertinente sur ce pays en portant un regard sans concession sur les dimensions politiques, sociétales, économiques et internationales : l'idée étant de discuter les engagements formulés lors des discours annuels du Président de la République en les confrontant aux principes énoncés par la constitution sud-africaine et aux réalités observées.

Composée d'articles rédigés par des spécialistes reconnus, chacune

des quatre rubriques offre au lecteur un condensé des principaux champs d'études sans négliger la perspective critique qui sert de canevas à chaque tome, dont les éléments de problématique se trouvent dans l'introduction.

Ainsi, « l'état de la nation 2004/2005 » porte sur le contenu du second mandat de Mbeki en interrogeant diverses dimensions politiques telles que la race et l'identité, les élections de 2004, la citoyenneté, la corruption et la responsabilité ou le service public. De même, la dimension sociétale est questionnée à partir de la criminalité, de l'enseignement, du SIDA, de la communauté musulmane, des arts ou de l'égalité des sexes. Le chapitre concernant l'économie entend apporter un regard critique sur l'actionnariat, l'em-

ploi, la politique du BEE et la lutte contre la pauvreté. Enfin, dans cette livraison, le dernier chapitre est relatif à l'Afrique du Sud et au continent africain en s'intéressant plus particulièrement aux relations avec le Nigeria et le Zimbabwe.

De son côté, « l'état de la Nation 2005/2006 » pose la question de savoir si l'État sud-africain peut devenir un « Developmental State » c'est-à-dire un État qui intervient fortement dans l'économie pour assurer que les fruits de la croissance soient dirigés au profit des populations marginalisées. Cette livraison est de ce point de vue particulièrement riche en analyses approfondies dans des secteurs peu observés : la question foncière, le rôle du Parlement, la déracialisation du marché du travail, l'économie informelle, la crise urbaine, l'explosion des armes légères, les communautés chinoises ou la coupe du monde de football. La perspective internationale est aussi discutée à travers les relations sud-africaines avec la Chine mais égale-

ment à partir de deux analyses thématiques autour du commerce et de l'énergie, secteurs dans lesquels ce pays dispose incontestablement d'avantages comparatifs non négligeables.

Les deux ouvrages sont en outre agrémentés de très nombreux tableaux ou éléments statistiques utiles et actualisés ainsi que d'une abondante bibliographie (après chaque article), fournissant au final une vue très large des réalisations de la nouvelle Afrique du Sud sans pour autant omettre de souligner les insuffisances ou ambiguïtés du gouvernement dans les choix opérés.

En proposant une lecture critique de la situation de ce pays, ces ouvrages participent à la dynamique démocratique en rendant un indispensable service à la nation sud-africaine mais aussi à tous les chercheurs ou non qui s'intéressent au devenir de ce pays.

RAPHAËL PORTELLA

183

**Roger SOUTHALL and Henning MELBER**  
***Legacies of Power, Leadership Change and Former Presidents in African Politics***

(Human Sciences Research Council, Cape Town, 2006, 350 p.)

Fruit de la collaboration entre plusieurs institutions et centres de recherches et se situant dans la continuité d'un numéro spécial de *Journal of Contemporary Africa Studies* publié en mai 2003, cet ouvrage entend apporter un regard original sur une période particulière de l'histoire politique récente de l'Afrique : les transitions présidentielles.

Les contributeurs analysent ainsi un phénomène spécifique mais commun à de nombreux pays africains : les relations entre les anciens présidents après leur fin de mandat ou en fin de mandat avec les nouveaux régimes politiques, ou dit autrement y a-t-il une vie après la présidence ?

Les douze cas de figure présentés (Afrique du Sud, Botswana, Nami-

bie, Zimbabwe, Malawi, Kenya, Tanzanie, Ghana, Nigeria et Liberia) permettent de mieux appréhender la personnalité de chacun des présidents et leur influence sur les régimes politiques de leur pays. Si l'exemple sud-africain met en lumière les nombreuses activités de N. Mandela depuis qu'il a quitté ses fonctions de président en 1999, d'autres études relatives à des contextes et des Présidents moins médiatisés fournissent des analyses très pertinentes et approfondies comme par exemple la succession éliste entre Masire et Khama au Botswana (chapitre 3), la présidence indispensable de Nujoma en Namibie (chapitre 5) ou les tentatives pour le maintien au pouvoir du président de Malawi (Chapitre 7).

184

Au-delà de la variété des expériences étudiées et des mises en perspective permettant une meilleure compréhension du fonctionnement de chaque régime politique, les auteurs (chapitre premier) ont tenté de dégager trois tendances fortes relatives à la démocratie en Afrique.

En premier lieu, la poursuite de l'engagement des anciens Présidents dans la politique au quotidien tend à provoquer des conflits avec les nouveaux régimes et peut provoquer des réponses autoritaires qui testent

en quelque sorte les limites de la tolérance dans les nouvelles démocraties. Ensuite, plus un mandat présidentiel s'est bien déroulé, plus la transition vers un autre gouvernement sera facilitée et pourra aider à construire une réelle stature présidentielle pour le nouveau président aussi bien au niveau national qu'international. Enfin, si la transition est plus délicate, elle conduira à une forme de transition marchandée néfaste pour la démocratie. Au surplus, les auteurs soulignent le rôle des opinions publiques qui, s'appuyant sur les expériences démocratiques dans d'autres pays, peuvent contribuer aux changements démocratiques dans leur propre pays, qu'il s'agisse de la démission ou de l'imposition d'une limite au mandat présidentiel.

Cet ouvrage livre au final un message fort sur le contenu des transitions présidentielles qui sont aussi des facteurs de démocratisation dont on analyse trop peu les contours et les conséquences. Seule regret, partagé par les auteurs, l'absence de pays africains francophones pour une analyse comparative dont ils nous promettent une suite.

RAPHAËL PORTEILLA

**François LAFARGUE**  
***Géopolitique de l'Afrique du Sud***

(Éditions Complexe, Bruxelles, 2005, 114 p., 14,50 €)

S'inscrivant dans une série de livres portant sur la géopolitique, celui sur l'Afrique du Sud que présente François Lafargue propose une

vision synthétique de l'histoire ancienne et contemporaine de ce pays.

L'auteur procède à une présentation assez complète des principales

étapes de l'histoire de ce pays même si des aspects sont moins approfondis que d'autres mais le format de l'ouvrage ne pouvait pas vraiment permettre d'aller plus avant.

Néanmoins, par le jeu de rappels fournis par des tableaux, des encadrés ou des points d'explications, le lecteur peut trouver matière à renseignements et ainsi compléter les éléments du texte principal. En outre, le dictionnaire ainsi que la chronologie (et les sites internet) fournissent d'utiles compléments qui compensent un peu la trop rapide bibliographie.

Au-delà de ces dimensions formelles, ce livre fait le point sur les enjeux spécifiques de ce pays et sur les évolutions récentes, en les résituant historiquement. Même si le poids de cinquante années d'apartheid ne semble pas assez évoqué, ni le contexte contemporain de la mondialisation libérale, la dernière partie propose néanmoins des pistes de

réflexion intéressantes notamment à propos du contexte austral.

On pourra aussi s'étonner que dans le chapitre consacré à la « démocratie balbutiante », quelques raccourcis ou oublis dommageables soient repérables (la phase de transition 1990-1994 par exemple pendant laquelle le « double agenda » du NP a été dénoncé n'est pas traité ; le rôle de Joe Slovo au moment de la publication de la « sunset clause » ouvrant sur le partage du pouvoir, non plus, etc.). De même, dans le point consacré aux autres acteurs de la vie politique, l'auteur n'évoque pas les mouvements sociaux qui sont pourtant si importants en terme de contre-pouvoir et d'équilibre politique en Afrique du Sud.

Mais au final, il s'agit d'un ouvrage qui cerne assez bien toutes les dimensions essentielles de ce pays et permet de faire le point sur les évolutions les plus récentes.

RAPHAËL PORTELLA

185

## Jacqueline DERENS

### *Nous avons combattu l'Apartheid*

(Non Lieu, Paris, 2006, 142 p., 22 €)

Qui se souciait dans le milieu des années 70 en France de dénoncer ce régime inique et raciste de l'apartheid ? Le temps des colonies n'était pas si loin et après tout l'apartheid se présentait comme une continuation un peu exagérée de la colonisation.

Jacqueline Dérens découvre en 1975 au hasard d'une visite à la Fête de l'Humanité le stand de l'ANC et

du SACP. En acceptant de traduire les textes de ces organisations, son combat s'engage pour la solidarité avec les peuples d'Afrique du Sud. De l'AFASPA à Rencontre Nationale contre l'Apartheid en passant par quelques liens avec le mouvement anti-apartheid et d'autres plus affirmés avec le PCF, elle va se dépenser sans compter pour faire signer des pétitions, organiser des manifestations,

faire connaître les conditions inhumaines de ces peuples privés de leurs droits à la terre, à la dignité. Ce combat ne va pas sans difficultés et son livre constitue un témoignage émouvant et lucide sur une période complexe. D'autant qu'en France, il se trouve de bons penseurs pour se joindre à Pretoria dans sa lutte contre les communistes et autres terroristes dont l'ANC est, dit-on à cette époque, l'incarnation.

Sa rencontre avec Dulcie September, représentante de l'ANC en France jusqu'à son assassinat en mars 1988, a marqué profondément l'auteure. Les pages de son livre consacrées à leurs discussions souvent houleuses sont remplies d'émotion mais n'en constituent pas moins des points de repère pertinents sur la situation dans ce pays. Avec Solly

Smith, le successeur de Dulcie, c'est l'époque du bras de fer entre le mouvement de libération et le régime d'apartheid qui constitue la toile de fond de son engagement. Époque terrible pour les résistants (dans et hors de ce pays) mais qui finiront, forts d'un soutien international qui prend de l'ampleur, par avoir raison du régime raciste au début des années 1990.

De la transition politique qui commence par les élections de 1994 et qu'elle suivra en tant qu'observateur international aux célébrations des 10 années de démocratie en 2004, ce récit, mêlant mémoire personnelle et histoire, agrémenté de belles photos, est un véritable plaidoyer en faveur du combat collectif de résistance et de solidarité internationale.

**RAPHAËL PORTEILLA**

186

### **Mike NICOL**

#### ***Mandela, le portrait autorisé***

(Acropole, 2006, 356 p., 49 €)

Aucun doute n'est permis. Il s'agit d'un « beau livre ». La photo de couverture est poignante et l'extraordinaire richesse iconographique fournit la première impression de l'imposant ouvrage.

Quand on pénètre le livre, il devient évident que les archives photographiques et documentaires constituent l'intérêt majeur du livre. Ainsi, des documents personnels de Mandela comme les feuillets griffonnés par son avocat lors du procès de Rivonia (1963-1964) qui le condamna à la prison à vie ou encore des

lettres de prison jamais publiées y figurent.

Le reste de la production écrite est une alternance de témoignages et de récit biographique. Les témoignages sont particulièrement riches. Ils donnent du corps au récit par trop factuel du biographe et entrent en résonance en contrebalançant son côté chronologique et froid. De nombreux témoignages convergent bien qu'ils aient été fournis par des personnalités aux idées politiques, nationalités et degrés d'intimité avec Mandela très différents ; cela dit, ils

sont rarement ennuyeux et renforcent plutôt l'impression de grandeur de l'homme auquel ils sont destinés.

Le récit biographique retrace l'ensemble du chemin parcouru par Mandela en évitant heureusement l'hagiographie. On peut lui reprocher cependant un manque de profondeur philosophique. La confusion d'un homme et son combat, d'un combat et d'une vie ne peut être comprise par la seule biographie événementielle de l'homme en question à ce stade, sa construction politique est bien plus capitale que la date de son entrée à l'Université ou la description de ses conditions de vie. Quand une cause universelle est à ce point incarnée, son intérêt philosophique doit être développé. D'autant plus que le processus de maturation politico-philosophique de Mandela qui n'est que rapidement sous-entendu dans cet ouvrage, est une constante chez lui. On recommandera aux passionnés de se procurer « *A long walk to freedom* » (Un long chemin vers la liberté), l'autobiographie de Mandela rédigée en clandestinité à la prison de Robben Island, si l'on veut insister sur cette dimension.

Le livre se divise en trois parties. On découvre dans la 1<sup>re</sup> le milieu d'origine de Mandela, son enfance, sa formation. Est abordée la croissante politisation du jeune homme qui finit par adhérer à l'ANC en 1942, à l'âge de 24 ans, où, avec ses compagnons Sisulu et Tambo, il crée et dynamise la Ligue des Jeunes. On distingue dans les positions de Mandela le passage, d'une part, de l'africaniste à l'universel : l'idée de la convergence des groupes de lutte (ethnique avec les Indiens et les Blancs et politique avec les communistes) l'anime et fâche les partisans de la « domination noire face à la domina-

tion blanche » ; et d'autre part, du pacifiste à l'instigateur et dirigeant du MK, faction armée de l'ANC : « La non-violence n'est pas la réponse à la situation » se dit-il dès 1953. La charte des libertés établie avec d'autres organisations dont le parti communiste (1955) est le symbole du passage à l'universel. Elle est aussi le départ d'une chasse à l'ANC considérée depuis lors comme un mouvement cryptocommuniste. En 1961, Mandela entame une vie clandestine, convaincu qu'il n'y a pas de paix sans justice et que les armes amèneront le gouvernement à négocier. Il voyage et se forme militairement, dirige quelques attentats et est finalement arrêté le 5 août 1962 en ayant déjà revêtu le costume de Héros du peuple.

Le livre nous livre de beaux témoignages et documents du combat pour la justice et l'égalité qui ne s'arrête nullement à la prison : pas une injustice qui n'y soit patiemment combattue avec des moyens légaux. Mandela est avocat ; sa formation professionnelle accompagne son combat et le constitue comme le fait d'être Noir. C'est aussi Robben Island qui rendra Mandela emblématique du combat pour la liberté et contre le racisme et reconnu comme tel internationalement.

La 3<sup>e</sup> partie raconte les années de présidence, le succès de la construction de la nouvelle Afrique du Sud et la manière dont il l'a menée, sans rancœur ni haine pour ses oppresseurs, ceci grâce à sa totale confiance en la justice et l'égalité, seules certitudes que l'homme a toujours affichées. Il respecte son oppresseur et le mène à reconnaître sa place dans le monde et sur la terre d'Afrique du Sud. Exceptionnel car après plus d'un siècle de développement

séparé, entraînant la formation d'élites séparées, la paupérisation de l'ensemble de la population noire et surtout le ressentiment conséquent de l'exclusion, le processus d'unification nationale est un succès sans précédent dans l'histoire des nations colonisées. Le système différentialiste et inégalitaire des sociétés boers (afrikaner) et anglaise est battu en brèche et l'Afrique du Sud entière menée par les révoltes de sa majorité opprimée devient égalitaire. La reconnaissance de l'identité en partie afrikaner du pays rend le combat humaniste et commun à tous. Mandela a su transformer le combat pour la reconnaissance de son peuple en

un combat pour l'égalité de tous, une liberté chèrement acquise ne devant pas exclure la liberté des autres.

Le 11 février 1990, Mandela est libéré de prison après 27 ans passés derrière les barreaux. En sortant de prison, beaucoup lui demandent s'il n'éprouve pas de colère et lui de rétorquer : « Bien sûr je ressens parfois de la colère, mais je me dis que si je la laissais m'envahir, ils m'auraient vraiment tout pris. »

Un *beau* livre pour un homme dont le destin se mêle à celui de sa nation, et qui défend une certaine idée de *l'Humanité*.

MILÈNE AUBERT

188

**Michel CAMAU, Vincent GEISSER**  
***Le syndrome autoritaire. Politique en Tunisie de Bourguiba à Ben Ali***

(Éditions Presses de Sciences po, 2003, 372 p., 30 €)

Force est de constater que près d'un demi-siècle après son indépendance, la société tunisienne est toujours gouvernée par un régime autoritaire. Mais que veut dire autoritaire ? Y a-t-il un autoritarisme arabe ?

Ce livre explique d'abord dans quel état d'esprit se trouvait le parti du Néo-Destour avant et après l'indépendance. Un parti qui se voulait proche du peuple et qui était en même temps un parti d'intellectuels.

Le Néo-Destour a été le produit d'une révolution sociale dû à la « modernisation conservatrice ». C'est-à-dire à la recomposition de la société tunisienne du fait de la colonisation et à la formation d'une élite indigène.

Le peuple ne pouvait être divisé en classes antagoniques. C'est pour cela que le Néo-Destour a « représenté tout le peuple ». Ainsi, Habib Bourguiba parlait de « grande famille » dont il fut le père. Un régime, donc, d'inspiration patriarcale. Les auteurs parlent d'*État néopatriarcal* car Bourguiba a modernisé, en apparence, la bureaucratie.

Bourguiba, s'est imposé dès les années 50 contre Ben Youssef et a affirmé son pouvoir dans les années 60 avant d'être écarté par un certain Ben Ali.

Depuis 1956, le pays n'a connu aucune élection libre et pluraliste et les quelques aménagements constitutionnels consentis par les gouver-

nants n'ont mis en oeuvre qu'un multipartisme formel sans incidence majeure sur la distribution du pouvoir : le Rassemblement Constitutionnel Démocratique (RCD) du président Ben Ali fait figure de parti « quasi unique », contrôlant l'ensemble des rouages administratifs et l'essentiel des circuits de distribution de l'aide sociale auprès des populations les plus démunies.

En ce sens, le Raïs actuel apparaît moins comme le fossoyeur de l'héritage bourguibien (1956-1987), que comme son continuateur légitime dans un registre sans doute plus sécuritaire.

Ainsi, selon Michel Camau et Vincent Geisser, nous serions passés, à la fin des années 1980, d'un autoritarisme fondé sur le primat de l'élite politique et partisane (domination du parti unique) à un néo-autoritarisme reposant davantage sur des élites spécialisées, liées à la technocratie, à l'appareil de sécurité et aux milieux d'affaires.

Cette mutation interne a permis au régime tunisien d'engager un certain nombre de réformes économiques conformes à la nouvelle doctrine économique internationale (FMI et Banque mondiale), tout en préservant les ressorts fondamentaux du système autoritaire.

L'ouverture économique (*Infitah*) n'a pas débouché sur un élargissement des bases de la participation politique, pire, celle-ci aurait même renforcé la *dérive totaliste et familialiste* du régime, la « logique des clans familiaux » se substituant aux luttes internes entre élites politiques.

Aussi, le régime de Ben Ali a joué (et continue de jouer) un double rôle avec les islamistes. Il leur a permis de siéger au sein du Haut Conseil Islamique, responsable des affaires

religieuses, de prendre part à la rédaction du « Pacte National » pour fixer les principes généraux de base pour toute activité politique, de participer aux législatives du 2 avril 1989, de voir leur Union générale tunisienne des étudiants (UGTE) et leur journal *Al-Fajr* légalisés.

À l'aide de ces mesures, le régime cherchait à façonner un islam officiel qui décrédibiliserait les islamistes. Si l'État acceptait l'islamisation, l'idée était qu'il n'y avait donc plus besoin de l'imposer par une révolution. Si les modérés se contentaient de ces changements, ils seraient moins enclins à soutenir les radicaux. Et si l'État gérait un islam populaire plus puissant, les mouvements d'opposition ne seraient pas en mesure de le contrôler.

Mais Ben Ali a changé radicalement de position, le gouvernement a écrasé le mouvement.

Pour gagner le soutien à sa gestion répressive, le pouvoir s'est rallié les milieux modernistes qui lui ont donné la caution morale et internationale qui lui manquait. Mais une fois que le régime a réussi à éradiquer le mouvement islamiste, il s'est retourné contre ses alliés, avocats de la libéralisation politique. Les mesures sécuritaires sévères et la modification de la Constitution pour permettre à Ben Ali de se présenter de nouveau aux présidentielles en 2002 sont deux indicateurs de l'hostilité du pouvoir à la libéralisation politique.

Privilégiant une approche à la fois historique et sociologique du système politique, appréhendé en temps long (1956-2002), cet ouvrage très bien documenté (cartes, archives, entretiens inédits...) analyse en profondeur les ressorts des autoritarismes tunisiens, considérés ici non

comme une « culture » mais comme le syndrome d'une dynamique affectant l'ensemble des relations sociales (l'Université, le syndicalisme, les champs professionnels...) et hypothéquant de ce fait les probabilités d'alternance avec ou sans Ben Ali.

Au-delà, les auteurs ont une ambition plus large : celle d'interroger l'exceptionnelle longévité des régimes autoritaires dans le monde arabo-musulman qui ne relèvent plus simplement d'« accidents de l'histoire » mais apparaissent comme des

systèmes politiques enracinés socialement, peu susceptibles d'être touchés à moyen terme par la vague de démocratisation.

En ce sens, la perspective de sortie des régimes autocratiques arabes n'est pas forcément celle du triomphe généralisé de la « démocratie universelle » mais plutôt, à l'image de la Tunisie, celle d'une forme de redéploiement interne du syndrome autoritaire.

MATHIEU AMILIEN

### **Zakya DAOUD**

#### ***De l'immigration à la citoyenneté***

190

#### ***Itinéraire d'une association maghrébine en France : l'ATMF 1960-2003***

(Éd. Mémoire de la Méditerranée, Paris, 2002, 238 p., 18 €)

1<sup>er</sup> mai 2002 : commémoration sur les berges de la Seine à la mémoire de Brahim Bouarram, jeune Marocain jeté sept ans auparavant dans le fleuve par des membres du FN. L'ATMF (Association des Travailleurs Maghrébins de France) est présente, comme chaque année depuis 1995 à cette date, laquelle marque un tournant décisif dans sa lutte contre le racisme. C'est sur cet instant que s'ouvre l'ouvrage de Zakya Daoud.

Publié en 2002 sous le titre « De l'immigration à la citoyenneté — Itinéraire d'une association maghrébine en France : l'ATMF — 1960-2003 », réédité en 2003 pour devenir

« Travailleurs marocains en France : mémoire restituée »<sup>1</sup>, le livre de l'auteur d'« *Abdelkrim, une épopée d'or et de sang* »<sup>2</sup> offre un regard croisé sur des parcours de militants, l'itinéraire et les réactions à l'Histoire de l'association.

La richesse de l'ouvrage repose sur une fine combinaison chronologique et thématique, ponctuée de témoignages, de morceaux choisis de pans de vie de militants, quelques dizaines parmi des centaines. Zakya Daoud n'a pas souhaité retracer toute l'histoire de l'immigration marocaine mais a préféré mettre l'accent sur « l'aventure humaine » qui a forgé les

---

<sup>1</sup> « *Travailleurs marocains en France, mémoire restituée* », Éd. Tarik, Maroc, 2003.

<sup>2</sup> « *Abdelkrim, une épopée d'or et de sang* », Éd. Séguier/Atlantica, Biarritz, 1999.

luttés et, de fil en aiguille, l'ATMF, ses réflexions, ses actions, son organisation. Et c'est cette formidable dynamique d'un mouvement citoyen qui surgit de la lecture du livre.

De la rencontre des immigrés marocains de la première génération, classe ouvrière exploitée et dépendante, et d'étudiants progressistes va naître une solidarité qui prendra corps dans l'AMF (Association de Marocains de France), créée en 1961 par des militants de l'Union Nationale des Forces Populaires (UNFP). Les jalons d'une lutte et d'une culture très spécifiques sont posés. Cours d'alphabétisation, soutien scolaire, luttes ouvrières sont menés de front.

La crise des années 1970, la montée du chômage, la poussée du racisme et de lois discriminatoires sur l'immigration s'accompagnent de la scission de l'AMF en deux groupes : l'AMF « bureau national » et l'AMF « coordination des sections » (qui donnera, dix ans plus tard, l'ATMF).

Cette rupture va de pair avec l'élargissement du front des combats : exilés politiques et ouvriers de la deuxième génération unissent leurs efforts pour un véritable mouvement social de l'immigration. C'est la création, en janvier 1982, de l'ATMF, Association des Travailleurs Marocains de France. Alors que les militants sont en proie aux pressions simultanées des autorités marocaines et françaises, l'association engage une véritable réflexion sur « le statut physique et culturel de l'immigré, sa place dans la société française et son insertion au cœur des rapports Nord/Sud ».

Avec l'abandon du mythe du retour au pays d'origine (favorisé par la naissance d'enfants dans le pays d'accueil et le nombre croissant de mariages mixtes), l'immigration de-

vient durable et familiale. De 1,1 % du total des immigrés en France en 1962, les Marocains sont passés de 12,1 % en 1999 (522 504 selon l'INED) devenant ainsi la troisième immigration après les Algériens, à égalité avec les Portugais (13,3 %).

L'ATMF s'adapte et son champ d'action s'élargit encore : il ne s'agit plus que de défendre les travailleurs marocains mais d'aider à la construction d'une véritable citoyenneté. « Depuis 1990 », dit l'ATMF, « le terme de citoyen est notre véritable colonne vertébrale ».

L'élargissement des luttes débouche en 2000 sur le passage de la marocanité de l'association à sa maghrébinité, avec une volonté affirmée de laïcité et d'identité culturelle non communautariste.

L'association évolue donc avec la société, avec le statut des immigrés jamais figé, en proie à de nombreuses difficultés.

En témoignent les multiples actions menées tant au niveau local qu'international. Si, dès le départ, l'association s'est voulue lieu de solidarités, de luttes syndicales pour la défense des droits des travailleurs, son champ d'action s'est orienté vers un débat citoyen plus large. Le livre rapporte avec précision les batailles de « la Voix des sans voix ».

L'ATMF s'est attelée à lutter avec détermination contre le racisme et contre toutes les formes de discrimination (salariale, administrative, marginalisation économique et sociale des femmes immigrées).

Elle a porté sur le devant de la scène des revendications toujours d'actualité : le droit de vote, le droit au logement, la question de la double peine, le problème des sans-papiers.

Elle déploie des solidarités internationales en faveur notamment des

Palestiniens, des Kurdes et des Irakiens.

En toile de fond, l'association n'a cessé de se mobiliser contre la répression au Maroc. L'exigence d'un véritable débat démocratique se double d'une implication concrète dans des projets au travers de l'IDD (Immigration, Démocratie, Développement).

Si l'ATMF affirme : « la question culturelle doit être au centre de notre préoccupation, car c'est autour d'elle que les enjeux fondamentaux de notre existence se jouent », de fait, l'association promeut la cultu-

re marocaine au travers de rencontres, de fêtes, de voyages et d'échanges. Elle développe des espaces et des initiatives pour « une culture marocaine de France et en France ».

Quel avenir ? L'ouvrage de Zakya Daoud se clôt sur cette interrogation et ce constat porteur d'espoir : « Le parcours de chaque militant, sa vie, son histoire spécifique offrent quelques réponses. Ce sont des tranches de vie d'ici et de là-bas, réfléchies, assumées. Si certains hésitent encore, la majorité est décidée à une implication plus soutenue en France. »

DELPHINE DEMATHIEU

192

**Rina SHERMAN**

***Le huitième mort de Tibhirine***

(Éditions Tatamis, Paris, 2007, 192 p., 19,90 €)

Depuis l'interruption du processus électoral en Algérie en 1992, un puissant lobby, composé de journalistes, d'éditeurs, d'avocats et d'organisations des droits de l'homme, s'est organisé en France.

Dans un premier temps, ils adoptent le point de vue du Front Islamique du Salut (FIS), ils souhaitaient que l'Algérie connaisse la « démocratie », quitte à ce que ce pays devienne un État théocratique et en finisse à tout jamais avec toute velléité démocratique, comme le recommandait le FIS (sans doute n'aurait-il pas apprécié qu'en Allemagne, la Wehrmacht mette fin au processus électoral permettant l'élection d'Adolf Hitler en 1933).

Dans un deuxième temps, ce lobby peut blanchir l'islamisme algé-

rien, en affirmant que les massacres, comme ceux de Benthalha et Raïs étaient le fait de l'armée algérienne, établissant petit à petit ce que l'on a appelé la thèse du « qui tue qui ? ». Au fil des ans, devant les revendications du GIA et les protestations, ils affinent leurs arguments et affirment que le GIA est une création de l'armée algérienne, c'est donc toujours elle qui assassine les populations civiles. C'est cette grille d'analyse qui servira à rendre compte de l'assassinat des sept moines de Tibhirine.

Aussi, lorsque le journaliste indépendant Didier Contant, enquête plusieurs mois sur cet événement et apporte la preuve – avec le témoignage du jardinier du monastère – que c'était bien le GIA qui avait

assassiné les moines, ce groupe se déchaîne contre lui. Il est humilié, harcelé et finalement il en meurt. Ce sera le huitième mort de Tibhirine.

Sa compagne, Rina Sherman, dans ce livre remarquable réfute point par point la thèse du « qui tue qui ? ». Elle démonte comme cela n'a jamais été fait en France ce qu'est ce lobby dans toutes ses ramifications, ce qui le motive, dans la négation de la réalité et comment, à chaque instant, il tente de blanchir l'islamisme algérien. Elle décrit aussi l'honneur d'un homme, d'un journaliste « épié, suivi, traqué » sur lequel une véritable fatwa, qui ne dit pas son nom, est lancée.

Cet essai, véritable histoire d'amour tragique, se lit comme un roman, un thriller qui arrache l'indignation et des larmes de rage.

Comment peut-on laisser un journaliste sérieux aussi seul ? Cet isolement a été possible, non seulement par le harcèlement dont il a été

victime, mais aussi par tous ses confrères qui étaient au courant et ont accumulé des formes de lâchetés invraisemblables. Tristes mœurs de la presse française alignée !

Ce livre est édité en Algérie par les éditions Lazhari Labter et rencontre déjà un grand écho. Là-bas, on sait qui tue qui et qui a assassiné les moines et l'on remercie Rina Sherman d'avoir eu le courage de mettre en lumière ces pratiques.

En France, les grands éditeurs se sont comportés comme certains journalistes et, tout en appréciant le manuscrit, ont trouvé toutes les bonnes raisons de ne pas l'éditer.

C'est pourquoi il est de toute urgence de lire et faire connaître ce témoignage émouvant et plein de vérités. Comme le dit Antoine Sfeir dans sa préface, « devant ce travail colossal, minutieux, on ne peut que s'incliner ».

JEAN TABET

193

## **Pascal BONIFACE**

### ***Lettre ouverte à notre futur (e) président(e) de la République sur le rôle de la France dans le monde***

(Armand Colin, 2007, 192 p., 15,80 €)

Une période d'élection présidentielle constitue, sans nul doute, un moment privilégié pour aborder des questions qui, il faut bien le reconnaître, ne font pas d'ordinaire l'objet d'un grand débat dans le pays. Pascal Boniface, directeur de l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS), saisit cette opportunité, et sous la forme d'une lettre ouverte, interpelle les candidats à la

présidence, « Et si votre élection se jouait (aussi) sur les sujets internationaux ». Par ce biais proposant une analyse du monde contemporain, il relève quelques défis lancés et soumet au débat quelques questions-réponses, concernant particulièrement la France. Interpeller les candidats à ces sujets c'est bien sûr déjà souligner les responsabilités qui incomberont au futur hôte de l'Ély-

sée, en vertu des prérogatives très importantes que lui confère la Constitution de la V<sup>e</sup> République en ces domaines. Mais c'est aussi interpeller plus largement les Français sur leurs propres responsabilités, les incitant à ne pas s'en remettre exclusivement à une présidence dont ce serait la chasse gardée. Dans le monde heurté, souvent en perte de repères, Pascal Boniface évoque la très grande attente à l'égard de la France, peut-être excessive, mais néanmoins suffisamment incitative à son intervention et à son action sur la scène internationale. Sur quelles bases et comment ? L'auteur consacre plusieurs pages à l'examen du monde actuel, des conséquences qui résultent de la fin de l'ordre bipolaire, notamment le rôle accru des États-Unis dans les affaires internationales, induisant une relation nouvelle de tous les pays avec eux. Ce qui est le cas bien naturellement pour la France. On sait qu'au fil des décennies passées, le relationnel France-États-Unis a été soumis à des forces contradictoires, centrifuges et centripètes. Oscillations qui prennent encore plus d'amplitude aujourd'hui confrontées à la politique hégémonique américaine et ses dérives. Pascal Boniface pose la question, quel comportement la France doit-elle adopter ? A ce sujet il écrit « l'hypothèse d'un alignement procéderait simultanément d'une sous-estimation des possibilités d'action et de réaction de la France et d'une surestimation des capacités américaines ». Développant son argumentation à ce sujet il suggère la fondation d'une nouvelle relation franco-américaine.

Plusieurs pages sont naturellement consacrées à l'Europe, dont l'avenir est en débat. Dans la perspective de la présidence française de

l'Union européenne, au 2<sup>e</sup> semestre 2008, il aborde les négociations ouvertes sur la reprise du processus institutionnel après les rejets français et néerlandais du projet de traité. Pascal Boniface indique que c'est un chantier ouvert, sans doute, mais vers quel objectif ? Sur une renégociation du traité original amendé, ou sur un nouveau traité fondateur ? Il ne précise pas. Son angle d'analyse essentiel, qui correspond d'ailleurs à l'esprit de l'ouvrage, est la vision dans le domaine stratégique. « L'Europe présente tous les atouts de la puissance sauf son élément stratégique » indique-t-il. Et « Si elle n'en dispose pas, ce n'est pas par incapacité, mais par absence de volonté, par inhibition ». Pascal Boniface pose la question aux candidats : « Dans ce monde dangereux où l'allié américain n'est guère rassurant, êtes-vous décidé(e) à promouvoir une démarche d'autonomie stratégique européenne, et à en convaincre les partenaires au sein de l'Union ? » Les réponses sollicitées aux questionnements qui suivent concernant l'OTAN constituent un test. Malgré la fin de la guerre froide, l'OTAN comme alliance défensive a survécu à la menace qui l'avait engendrée. Quelle attitude adopter à l'égard de cette organisation qui s'est non seulement maintenue, mais s'est renforcée en pays membres, avec un champs d'intervention élargi, et qui confère aux États-Unis un rôle de leadership ? Remplacer la menace soviétique par celle du terrorisme ? cela n'a pas de sens. L'auteur consacre d'ailleurs un chapitre au terrorisme. C'est pourquoi il propose de refuser que l'OTAN se transforme en « Sainte alliance » à vocations mondiales, et de la maintenir en organisation de défense et de coopération stratégi-

que entre les deux rives de l'Atlantique. Mais cette proposition, même en retrait sur la volonté américaine, percute celle de développer une autonomie stratégique européenne. Comment concilier une défense européenne autonome avec l'existence d'une organisation comme l'OTAN qui exerce sa tutelle ? Certes l'existence de l'OTAN n'est remis en cause par aucun de ses pays membres, y compris par la France, et d'autres pays européens aspirent à y entrer, mais cela n'occulte pas le fond du problème. Si l'Europe veut disposer d'une autonomie stratégique réelle, elle doit se dégager du cadre étriqué de l'OTAN et promouvoir une alternative à l'existence de cette organi-

sation. C'est sans doute difficile mais c'est un impératif. Le livre ne l'aborde pas. Pourtant ne serait-ce pas faire preuve de volonté et d'imagination pour relever les défis mondiaux, comme l'y invite Pascal Boniface dans le dernier chapitre de son livre ?

Cette « Lettre ouverte » est riche en questionnements et en suggestions de réponses. Même si on ne partage pas nécessairement toutes les idées exprimées, le grand mérite de l'ouvrage est de mettre le doigt sur des enjeux auxquels le futur hôte de l'Élysée ne pourra échapper, mais aussi et surtout de contribuer à un débat nécessaire qui doit prendre toujours plus d'ampleur dans le pays.

JACQUES LE DAUPHIN

195

**Brigitte STEINMANN** [Dir.]

***Le Maoïsme au Népal – Lectures d'une révolution***

(CNRS Éditions, 2006, 250 p., 29 €)

Visant explicitement une certaine objectivité, cet ouvrage collectif présente l'intérêt de fournir de très nombreux et précieux éléments sur la révolte populaire actuelle – principalement paysanne – du Népal, à partir d'un point de vue ethnographique et anthropologique original.

Après des décennies de régime monarchique autoritaire et archaïque, c'est en février 1996 que fut lancé l'affrontement armé contre l'oligarchie par les guérilleros népalais, marxistes d'inspiration à la fois maoïste et naxaliste. Concentrée dans un premier temps dans le centre-ouest montagneux et isolé du pays (Rolpa, Rukum, Sindhuli), la guerre révolutionnaire, dont le mo-

teur principal est la petite paysannerie pauvre ou sans terre, s'est peu à peu étendue aux régions orientales à partir de 1998, puis propagée à tout le pays, ou presque. Elle s'est encore radicalisée après la répression menée contre le peuple, en ville comme dans les campagnes, par le pouvoir en place, à la suite du changement de propriétaire de la couronne royale effectué dans un bain de sang intra-familial en juin 2001, et de la proclamation de l'état d'urgence en novembre de la même année.

La guérilla s'étendrait aujourd'hui à 65 des 75 districts que compte le Népal, et menacerait d'asphyxie la vallée de Katmandou, centre économique et politique du pays. Les évé-

nements les plus récents, tout à fait importants, et dont les conséquences restent indéterminées, n'ont hélas pas pu être couverts par l'ouvrage – dont la chronologie ne va que jusqu'en janvier 2006 – mais sa profondeur de perspectives compense largement ce manque, inévitable, d'actualité.

Ce livre ne présente certes pas une position unitaire ou homogène, mais il n'est pas, à propos du mouvement maoïste, « neutre », et ne parvient pas, selon nous, à se départir totalement de certains préjugés, non démontrés et typiques de l'air du temps, gênant la recherche d'équilibre dans le traitement du sujet : i) le maoïsme serait mort, en Chine comme ailleurs ; ii) il y aurait quelque chose d'une « culture de violence » plongeant ses racines au plus profond du passé guerrier du Népal ; iii) « puritanisme et messianisme de gauche et de droite [notamment celui des intégrismes religieux en général, et du fondamentalisme hindou en particulier] se rejoignent », la « spirale de la violence » renvoyant alors dos à dos celle de l'opresseur et celle de ses victimes ; v) révolution et violence seraient des concepts quasiment équivalents, pour ainsi dire substituables ; vi) les sources de l'idéologie d'émancipation nationale et sociale des rebelles *maobadi* népalais seraient, en grande partie, soit artificielles (référence à l'unification du pays au XVIII<sup>e</sup> siècle par Prithvi Narayan Shah, révélant une « *ethnicisation recyclée* » dans un « *romantisme nationaliste* »), soit exogènes (le naxalisme indien de Charu Mazumbar – qui inviterait à passer « d'une société de dépendance ethnique et domestique à une société de dépendance étatique et bureaucratique par le biais de la soumission absolue au

parti révolutionnaire armé » – et le maoïsme chinois du Grand Timonier – dont l'idéologie serait « porteuse d'une politique d'action révolutionnaire violente »)...

Dans ces conditions, nous pouvons lire que des paysans « *inquiets* », d'origine essentiellement mongole et dalit, seraient « contraints », « endoctrinés » par des « chefs de guerre » issus de hautes castes brahmaniques (Pushpa Kamal Dahal dit « Prachanda » et Baburam Bhattarai), lesquels désireraient reconquérir leurs « fiefs » et substituer une hiérarchie oppressive nouvelle à l'ancienne... et qui, « devenus chefs militaires », perpétueraient « de fait envers leurs voisins tribaux la visée des Britanniques recruteurs de Gurkhas » ! D'où un risque d'« imitation de la monarchie par les chefs brahmanes », « se proclamant révolutionnaires » et « s'auto-proclamant "hommes nouveaux" »... D'où quelques développements, aussi, sur le « pastiche des discours révolutionnaires marxistes stéréotypés... concernant les "lutttes anti-impérialistes" [ou] "le courage des masses prolétariennes" », participant d'une « *machinerie* » pro-maoïste.

Et si tel n'était pas le cas ? Le maoïsme a-t-il été enterré avec Mao ? Et si les « messianismes de gauche et de droite » étaient différents en nature ? La violence de l'opresseur et celle de l'opprimé se valent-elles ? La révolte du peuple ne peut-elle pas revendiquer une légitimité à jamais inaccessible à ses exploités (le fait est qu'aucune révolution populaire victorieuse n'a pu faire l'économie de la violence) ? Certains apports singuliers de la révolution népalaise ne seraient-ils pas ici sous-estimés (une analyse de classes surdéterminant celles des castes ou des communau-

tés ethniques par exemple, contrairement à tant de mouvements progressistes indiens) ? En bref, le spectre des Khmers rouges planerait-il inévitablement sur le Népal ? Ces questions, cruciales, ne peuvent être tranchées avant d'être mises en débat. Il est vrai qu'à défaut de mettre en cause le *système*, l'ouvrage – de valeur, répétons-le, notamment grâce aux contributions d'auteurs né-

palais – est sans concession à l'égard du régime monarchique.

Un livre à lire donc, à diffuser... et à discuter ! Car son mérite est de susciter le débat et de nous interroger, une fois de plus, sous un angle renouvelé, sur la question, fondamentale et toujours actuelle, de la violence de la guerre révolutionnaire comme « *accoucheuse de l'Histoire* »...

**RÉMY HERRERA**